



HAL
open science

Sergio Ramírez, acteur et mémorialiste de la révolution sandiniste

Nathalie Besse

► **To cite this version:**

Nathalie Besse. Sergio Ramírez, acteur et mémorialiste de la révolution sandiniste. *Problèmes d'Amérique Latine*, 2011, 82, pp.111 - 128. <hal-04067360>

HAL Id: hal-04067360

<https://hal.science/hal-04067360v1>

Submitted on 13 Apr 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Sergio Ramírez, acteur et mémorialiste de la révolution sandiniste

Nathalie Besse
Université de Strasbourg

It was the best of times, it was the worst of times, it was the age of wisdom, it was the age of foolishness, it was the epoch of belief, it was the epoch of incredulity, it was the season of Light, it was the season of Darkness, it was the spring of hope, it was the winter of despair.

Charles Dickens.¹

« Ma raison de vivre, c'est d'être la voix de mon peuple », affirmait Sergio Ramírez lors du discours proféré à l'occasion de la remise du titre de Docteur *Honoris Causa* de l'Université Centrale d'Équateur, en 1984 (1985c : 355). On ne sera pas surpris de ce que cet homme qui a toujours eu à cœur de représenter “les siens”, s'exprime en leur nom dans ses nombreux écrits, et connaisse une carrière politique de quelque quinze années.

Membre de la Junte sandiniste de 1979 à 1984 puis vice-président du Nicaragua jusqu'à la défaite électorale de 1990, avant de fonder lui-même une tendance rénovatrice au sein du Front Sandiniste en 1995, il participa à l'établissement d'un gouvernement qui — ce n'est pas un fait historique ordinaire — prit le pouvoir par les armes et le perdit par les urnes. Il fut ainsi le “deuxième homme” d'un régime qui n'échappa pas aux dérives totalitaires et ne sut pas instaurer la justice sociale tant espérée par les plus humbles, mais qui, autre singularité notable et inattendue, offrit au pays la démocratie. Et il n'est pas anodin que cet homme qui, en 1988, alors qu'il faisait partie d'un gouvernement autoritaire, reçut à Vienne le Prix Bruno Kreisky des Droits de l'Homme, défende précisément aujourd'hui ce droit inaliénable de l'être humain qu'est la liberté.

Acteur de la révolution, Sergio Ramírez fut également son porte-parole, son défenseur d'abord dans le cadre de tout un questionnement identitaire d'ailleurs élargi à l'Amérique centrale, puis son mémorialiste critique au temps de la désillusion, sans omettre le romancier de talent, lauréat de différents prix littéraires, qui n'a de cesse d'explorer dans ses fictions l'Histoire et les avatars du pouvoir. À cet égard, l'action et l'écriture qu'évoque le titre de ce travail s'avèrent bien souvent deux aspects corrélés puisque Sergio Ramírez agit aussi en écrivain, ou de l'écriture comme participation, notamment à une réflexion sur le devenir nicaraguayen.

1) Sergio Ramírez, penseur de l'identité nicaraguayenne

Sergio Ramírez, qui ressent l'Amérique centrale comme son « territoire personnel » (1985a : 119) et que Mario Benedetti considérait, dans l'introduction de *Cuentos completos* comme « le meilleur interprète de la réalité spécifiquement centre-américaine » (1994 : 11), s'est plus d'une fois interrogé sur la culture et l'identité de l'isthme et a tenté d'en cerner les traits fondamentaux ainsi qu'en témoignent d'une part ses anthologies de contes (le conte centre-américain en 1974 et nicaraguayen en 1976), et d'autre part divers essais tendant à

¹ Cité à deux reprises par Sergio Ramírez, en langue espagnole, à la fin de l'introduction de l'autobiographie *Adiós muchachos*, p. 17, et dans *Confesión de amor*, p. 101.

dégager, à partir d'une Histoire commune, des analogies identitaires ou une sorte d'unité culturelle.

Si soucieux qu'il ait été de parler au nom d'un inconscient collectif trop longtemps condamné au silence et selon lui enfoui sous un monceau de rhétorique fautive et pervertie (1985a : 120), Sergio Ramírez s'est toujours défié néanmoins de confondre l'acte libre de la création et le prosélytisme, une œuvre de fiction n'ayant pas vocation à diffuser un évangile politique. Refusant toute instrumentalisation de la littérature et privilégiant l'art du bien écrire, il répondait à ceux qui pensaient qu'une littérature qui ne dénonce pas n'est d'aucune utilité, qu'une narration est de toute façon toujours liée à la réalité qui l'entoure et qu'elle la reflète nécessairement, alléguant par ailleurs que si la littérature de dénonciation n'est pas reprochable moralement, elle s'avère en revanche souvent médiocre (126-128).

C'est donc dans ses essais et témoignages, écrits pour la plupart dans les années 1980 tandis qu'il appartenait au gouvernement révolutionnaire, que se donne à lire son engagement, au gré de réquisitoires et de plaidoyers pour ainsi dire — un exercice de style qui sied à sa formation d'avocat —, qui sans jamais être passionnels, posent le problème de la souveraineté et de l'identité nicaraguayennes atrophiées par les vainqueurs de l'Histoire. Ces écrits déplorent, dans le sillage d'un Rubén Darío effrayé et écœuré par la situation lamentable de pays à la civilisation embryonnaire (54), la dépendance culturelle et politique d'une Amérique centrale insignifiante, comparée à une province fermée sur elle-même.

De même ses essais rappellent-ils une longue Histoire post-colombienne de tyrannies et d'interventionnisme au Nicaragua, qui commença avec la colonisation et le premier gouverneur du pays, le très cruel Pedrarias Dávila, puis se poursuivit, entre autres exemples de domination ou de cupidité, avec un personnage symbolisant le capitalisme et donc tout un destin de la dépossession, Cornelius Vanderbilt, un entrepreneur nord-américain qui en 1849, pour le malheur du Nicaragua, convertit en un rêve d'expansion impérialiste un possible canal interocéanique ; le célèbre traité de Bryan-Chamorro signé en 1914 entre le gouvernement du Nicaragua et celui des États-Unis, octroyait à ces derniers le droit perpétuel de disposer du canal, et attestait en cela de la perte de souveraineté du petit pays. Comment ne pas mentionner également l'épopée ubuesque de William Walker qui s'auto-proclama Président du Nicaragua en 1856 et, cela en dit long, fut aussitôt reconnu par les États-Unis ? Comment ne pas évoquer enfin les occupations des *marines*, en 1912 puis 1926 après que le géant du nord eut constitué une Garde Nationale à la tête de laquelle il allait placer Somoza ? Anastasio Somoza García, *alias* « Tacho », devait prendre le pouvoir en 1936 et donner naissance à une dynastie de dictateurs qui régnerait sur le pays durant plus de quarante ans.

Si Sergio Ramírez accusait ainsi la confiscation du destin de la nation nicaraguayenne par les États-Unis qui lui ont imposé une ligne de conduite politique, bafouant son identité nationale et son aspiration à développer un modèle politique propre, c'était pour mieux légitimer le modèle sandiniste en l'inscrivant dans une causalité qui le fit émaner de cette longue sujétion politique, économique et militaire qui ne leur a jamais permis d'exister en eux-mêmes et pour eux-mêmes. Si donc « l'histoire du Nicaragua est une farce sanglante » d'après Sergio Ramírez (1987 : 239), la révolte nationaliste de César Augusto Sandino n'était pas censée avoir péri avec lui en 1934, elle avait semé en terre nicaraguayenne ce que reprend le titre d'un essai : *las armas del futuro* (51).

En effet, Sergio Ramírez, ce fervent admirateur de Sandino, qui fit paraître en 1975 *El pensamiento vivo de Sandino* — une sélection annotée des textes politiques et de la correspondance épistolaire du « Général des Hommes Libres » —, qualifiait de « vive » ou « vivante » la pensée du jeune rebelle précisément parce qu'elle animait encore d'après lui les combattants du FSLN, le Front Sandiniste de Libération Nationale : quoique toutes les idées des sandinistes ne fussent pas nécessairement celles de Sandino, ils s'inspiraient cependant des lignes de force de son combat, à savoir l'anti-impérialisme, l'anti-oligarchisme, et l'espoir

d'une justice sociale (1987 : 80-81). On sait que les révolutionnaires ressentent le besoin d'intégrer leur combat dans une tradition insurrectionnelle afin de dégager une dialectique qui confère une cohérence à la lutte patriotique. Ce serait en définitive l'esprit de Sandino, ce Nicaraguayen fier de l'être et se voulant un « patriote fidèle et sincère » (1992 : 70), qui aurait guidé le peuple jusqu'à la victoire de 1979 (1985b : 78).

Sergio Ramírez s'est également fait l'hagiographe de celui qu'il estime être l'autre grand paradigme identitaire du Nicaragua (2004 : 198) : le grand poète Rubén Darío qui avait pressenti et dénoncé les dangers du panaméricanisme, exprimés en termes de « griffes » et de « serres », et qui fustigea en son temps les « canalisateurs yankees » (1985a : 196). Créant une fraternité entre ces deux figures légendaires de la culture nicaraguayenne et tous les *nicas*, Sergio Ramírez observe que l'occupation nord-américaine dénoncée en 1912 par Darío allait être vaincue par Sandino en 1933 : « Darío et Sandino fils des mêmes entrailles, de la même nation, de la même nationalité » (195). De l'un à l'autre, est tendu l'arc voltaïque qui éclaire l'Histoire du Nicaragua et son identité nationale, d'une lumière qui est aussi celle de la modernité (1992 : 70 et 64).

On ne s'étonnera pas qu'en pareil contexte, la révolution qui mettait fin à des siècles de domination souhaite organiser la nation et la nationalité, et que pour ce faire elle cherche, dans la lecture de l'Histoire, les signes de l'identité à partir desquels construire le futur (1992 : 65). D'après Jeff Browitt, il convient de reconnaître le rôle pionnier de Sergio Ramírez dans sa tentative de contribuer à l'établissement d'un mouvement culturel national-populaire, en recourant à Sandino, et dans une moindre mesure à Rubén Darío, comme emblèmes et modèles éthiques. Car l'intellectuel, qui en tant que créateur de culture, doit comprendre quelles sont les nécessités de sa société en fonction de son Histoire propre, peut aider à édifier une culture populaire authentique qui reflète les valeurs révolutionnaires (1985a : 167). Au risque de trébucher sur l'écueil d'une romantisation et d'une fétichisation de la culture vernaculaire, les révolutionnaires récupérèrent et revitalisèrent certains éléments de la tradition pour mieux créer une culture nationale qui devait devenir le ciment de l'identité du pays et de l'unité politique.

C'est dans *Balcanes y volcanes* (1983) et *Estás en Nicaragua* (1986) que Sergio Ramírez donne à connaître, sur le ton triomphaliste d'une révolution en marche, l'essence de sa pensée culturelle : la révolution ne cherchait pas à faire table rase du passé en matière culturelle, mais elle pensait que la culture promue par la classe dominante au Nicaragua jusqu'en juillet 1979 était un projet historique qui avait échoué puisqu'il n'avait pas su ériger un système national viable aussi bien dans le domaine politique que social ou culturel (1985a : 168). Ainsi Sergio Ramírez mettait-il en exergue une lutte entre une culture aux racines populaires qui ne demandait qu'à surgir, et une culture élitiste, vendue, et pour cette raison « castrée », qui tentait d'écraser la première. L'appréhension de la culture en vigueur en terme de mutilation nationale — on peut lire « mutilada » (169) —, et cette image de la castration alternant avec celle de « l'impuissance » du petit pays face à une ingérence vécue comme une forme d'amputation, réapparaîtront dans certains romans ainsi que nous le verrons plus loin. Et l'on saisit comment la révolution ne permit pas uniquement de retrouver la souveraineté et l'identité mais également l'intégrité : être enfin soi, totalement.

Si Sergio Ramírez a sans doute accordé trop d'importance, comme d'autres intellectuels du reste, au rôle émancipatoire de la littérature et de l'art en général, on peut penser qu'il n'en était pas moins partagé entre l'intérêt général de la révolution et sa propre inclination vers la liberté artistique. Rappelons qu'il a toujours eu à cœur de favoriser la création littéraire individuelle, en fondant la Editorial Universitaria Centroamericana (EDUCA) en 1978, et la Editorial Nueva Nicaragua en 1981. Déjà en 1960, il créait, au côté de Fernando Gordillo le mouvement *Ventana* et la revue éponyme qui, sans verser dans le réalisme socialiste, attendait de la littérature qu'elle tente de transformer la société (2004 : 89).

2) Sergio Ramírez, acteur et défenseur de la révolution

Sergio Ramírez a fait preuve très jeune d'un esprit "révolutionnaire", et bien avant d'appartenir au gouvernement sandiniste, il s'est montré actif dans la lutte contre le dictateur, malgré une tradition familiale libérale. Alors qu'il avait 17 ans et venait de s'inscrire à l'Université de León, il assista le 23 juillet 1959 au massacre des étudiants qui étaient en train de manifester, lequel devait se solder par 70 blessés et 4 morts. Certains de ses camarades tombèrent sous ses yeux. « Ce fut le jour où ma vie changea à jamais » (2004 : 78) : à partir de cet instant, il déclara la guerre à mort au somocisme.

Il soutint naturellement le FSLN aux temps sanglants de la guérilla. Le 27 décembre 1974, tandis qu'il résidait à Berlin, se produisit l'assaut sandiniste à la maison de Chema Castillo, le président de la Banque Centrale du Nicaragua, lors d'une réception en l'honneur de l'ambassadeur nord-américain. Sergio Ramírez abrégua son séjour germanique pour revenir aussitôt au pays. Mais il eut à subir trois heures de détention, et se vit fiché sur une liste noire du régime.

Ne parvenant pas à trouver un travail au Nicaragua, il alla vivre au Costa Rica, et c'est à San José, une ville accueillant nombre de sandinistes exilés, qu'il fut « recruté ». En août 1975, il faisait partie du FSLN, mais ne possédant pas d'aptitude militaire, il participait essentiellement à la propagande. Élément fort du *Grupo de los Doce*, le Groupe des Douze qui appuyait le Front, il rédigea en leur nom un manifeste, publié à Managua le 18 octobre 1977, dans lequel il affirmait que la situation au Nicaragua ne permettait pas de véritables élections, que la lutte armée s'avérait nécessaire pour résoudre les problèmes du pays et permettre la démocratie, et que seul le FSLN pouvait mener à bien cette lutte. Le libelle produisit l'effet d'une bombe puisque le poids politique du Front changea au Nicaragua comme au-dehors et fit réagir Somoza qui jusque-là le considérait comme un groupe isolé de terroristes (2004 : 127).

En janvier 1978, se produisit un événement aux retombées décisives qui accéléra le déclin irréversible de Somoza en libérant une formidable vague de révolte populaire et en scellant définitivement un consensus anti-somociste : l'assassinat, commandité par le dictateur, de Pedro Joaquín Chamorro, directeur du journal *La Prensa* et leader charismatique de l'opposition bourgeoise. À la faveur de ce pacte anti-Somoza, les Douze revinrent à Managua en juillet 1978, et furent accueillis à l'aéroport par une foule chaleureuse, sans être arrêtés ni même inquiétés car ils étaient protégés d'une certaine façon par Jimmy Carter qui avait expressément demandé à Somoza que fût respectée leur intégrité physique (2004 : 128). Mais Sergio Ramírez savait que *el Chigüín* — c'est-à-dire Anastasio Somoza Portocarrero — le fils du dictateur, l'avait dans sa ligne de mire, celui-ci ayant confié à un journaliste de *Stern* qu'ils allaient causer de sérieux ennuis à ce « terroriste déguisé » (129). Les Douze intégrèrent le Front Large d'Opposition (FAO) et Sergio Ramírez fit aussitôt partie de la commission politique, ce qui lui permettait de faire le lien entre le Front Interne du FSLN à Managua et les Douze.

Ces derniers durent pourtant passer à la clandestinité par peur d'être assassinés après l'assaut audacieux, le 22 août 1978, du Palais National, à nouveau organisé par un commando sandiniste : les *muchachos*, déguisés en officiers de la Garde Nationale, firent irruption à 12h30, dans ce bâtiment officiel, le plus important de Managua, dans lequel se trouvaient 2500 personnes. Le FSLN recueillit le versement d'un demi-million de dollars, et de nombreux prisonniers politiques furent libérés. De même qu'en 1974, les révolutionnaires qui quittaient le lieu assiégé pour se rendre à l'aéroport, furent acclamés par la foule présente dans les rues. Les Douze furent bien avisés de "disparaître" alors : à défaut d'appréhender Sergio Ramírez, les autorités interrogèrent son père qui, quoique ex-maire du parti libéral — celui de Somoza —, ne fut pas dispensé d'un pistolet sur la tempe pour dénoncer son fils (2004 : 135).

19 juillet 1979, *Patria Libre*. Au lendemain de ce jour “extra-ordinaire”, Sergio Ramírez connut des heures inoubliables : monté sur la citerne d’un camion de pompiers à la sirène hurlante, il fit une entrée triomphale sur la Place de la République à Managua, entre les applaudissements et les cris, accompagné de quatre autres membres de la Junte de Reconstruction Nationale dont Daniel Ortega. Dans l’euphorie qui s’emparait de tous, il sentit qu’ils étaient enfin en mesure de redresser les torts du passé et de créer un Nicaragua plus juste.

Humberto Ortega, dont tout mémorialiste souligne la tacticité, manœuvra de sorte que son frère Daniel intégrât la Junte, envers et contre ce qui avait été convenu avec la Direction Nationale du FSLN, à savoir qu’aucun des membres du Front ne pouvait y entrer. C’est précisément Sergio Ramírez qui devait représenter le FSLN dans la Junte. Mais les facteurs militaires ayant pesé davantage que les facteurs politiques, il perdit ses chances d’être à la tête de la Junte et devint l’intermédiaire entre les neuf commandants de la révolution et le gouvernement civil, présidant les réunions du cabinet et s’entendant avec les ministres (2004 : 141). Il fut évincé de la même manière au moment des élections de 1984 : le pays était soumis à une sorte de leadership militaire incarné par Daniel Ortega. Ce dernier, ainsi que son frère Humberto appuyèrent néanmoins sa candidature comme vice-président, fonction qu’il assuma de 1984 à 1990. Il devenait ainsi, selon ses propres termes, « le complément civil, le “visage aimable” à montrer au pays et au monde en cas de nécessité » (2004 : 161-162).

Mais là ne s’arrête pas la participation active de Sergio Ramírez à la révolution : dans ses écrits essayistiques ou testimoniaux qui prolongent son action et la légitiment, il s’est fait l’apologiste convaincu d’une révolution qu’il présentait comme l’expérience la plus importante de sa vie, également déterminante dans l’Histoire de l’Amérique centrale et de l’Amérique latine (1985b : 302), car elle montrait au sous-continent, dans le sillage de la révolution castriste, la possibilité de relations différentes avec les États-Unis, non plus définies par la subordination des uns et l’hégémonie des autres : « la révolution est le phénomène capital de notre histoire » (1992 : 50). « Et nous disons notre révolution parce que cette révolution ne peut être que nicaraguayenne. Nicaraguayenne parce qu’elle résulte de la douleur de notre Histoire, de la lutte contre les interventions étrangères, de l’appel sandiniste à la souveraineté [...] » (1985b : 95). Cette assertion dit avec éloquence combien la révolution fut vécue en terme de revanche de l’Histoire (ou *sur* l’Histoire), conférant enfin au Nicaragua le droit de devenir maître de sa destinée, de retrouver une dignité et d’être ainsi considéré avec respect à l’échelle internationale : « le monde regarde à nouveau avec admiration notre patrie » (168).

Dans les ouvrages qui jalonnent la décennie des années 1980, il est rare que soit entamé l’enthousiasme d’un Sergio Ramírez écrivant depuis le pouvoir. Ainsi estimait-il que les trois grands principes de base de la révolution, c’est-à-dire le pluralisme politique, l’économie mixte et le non alignement international, avaient réellement pu transformer les anciennes structures injustes de domination, et permettaient d’aller vers la démocratie (1992 : 94-95). De même vantait-il l’Éducation qui selon lui formait des acteurs, et non des spectateurs, du changement (1985c : 83). Il affirmait qu’il n’y avait pas de restriction en matière de liberté créatrice et qu’il suffisait, pour s’en convaincre, de consulter la Constitution Politique de 1987 puisqu’il y figure un article, proposé par Ernesto Cardenal — alors ministre de la Culture — et lui-même, selon lequel la création culturelle était libre et illimitée, les créateurs de culture jouissant d’une entière liberté pour choisir les formes et le contenu de leur expression (2000 : 10). S’il est vrai que les dissidents se virent parfois victimes d’une discrimination injuste, il n’y eut aucun écrivain exilé ou livre interdit, prétend-il (2004 : 156).

Dans la même veine justificative du pouvoir en place, Sergio Ramírez estima d’abord que les difficultés économiques n’étaient pas dues au nouveau gouvernement mais à la guerre civile et à la position désavantageuse du Nicaragua sur l’échiquier international (1992 : 95).

L'ouvrage *Confesión de amor*, édité pour la première fois en 1991, posait le problème de l'attitude de Ronald Reagan face à la révolution : ce dernier ne tolérant guère l'indépendance et la souveraineté de ce petit pays de son arrière-cour qui avait toujours été acquis au géant du nord, il souhaitait naturellement attaquer, arguant pour cela que le Nicaragua, satellite de l'Union Soviétique, représentait un grave danger pour la sécurité des États-Unis.

Certes, les interlocuteurs internationaux n'étaient pas toujours recommandables, mais comme s'en explique Sergio Ramírez, qui rendit visite lui-même à Kadhafi ou à Saddam Hussein, il s'agissait d'une « politique de survie » : s'ils étaient non alignés, ils n'en avaient pas moins besoin d'appuis économiques. C'était faire preuve de "pragmatisme", ce qui ne l'empêche pas de reconnaître aujourd'hui que la nécessité peut devenir une piètre conseillère qui néglige les principes, et qu'il ne retournerait pour rien au monde en Lybie ou en Irak (2004 : 165).

Mais d'après Sergio Ramírez, on faisait grief au Nicaragua de ce qu'on n'aurait pas reproché à d'autres pays parce qu'il était à deux pas des États-Unis (44) qui ne pouvaient souffrir que ce petit pays, traditionnellement soumis à leur bon vouloir, devînt indépendant : cela les aurait amener à revoir leurs relations avec le reste de l'Amérique latine jusqu'alors faites d'arrogance et de suprématie ; le Nicaragua avait d'ailleurs déjà influé sur les relations hémisphériques (46). Dans *Estás en Nicaragua* (1985), Sergio Ramírez, qui ne manqua pas de plaider pour la révolution et de parer aux attaques parfois hâtives dont elle fut victime, contre-argumentait avec conviction sur la notion de « révolution confisquée » colportée par certains journaux étrangers :

Et comme nous avons des tendances totalitaires, nous avons également produit le manque, la pénurie, les files d'attente, tout cela n'est dû qu'à notre inimitié envers les idées de l'Occident. Les sandinistes doivent prouver, pour qu'on les croie, qu'ils sont capables de vivre en guerre et sous la pression, dans l'abondance et la prospérité (122).

Accusant le boycott à l'origine de la pénurie et d'interminables files d'attente pour se procurer de l'essence, des médicaments qui faisaient cruellement défaut, des articles importés ou de rechange, entre autres, il ironisait :

Mais peut-être que la pénurie, les files d'attente, le manque, se justifient dans une guerre européenne et sont des phénomènes anormaux dans un pays sans musées, ni boulevards, ni salles d'opéras à bombarder, sans usines menées par des robots et avec si peu d'écoles, sans académies, ni orchestres symphoniques, ni autoroutes, ni pinacothèques, juste d'humbles CIR (Centres Infantiles Ruraux), CAR (Centres d'Approvisionnement Rural), DAP (Dépôts Agricoles Populaires), CEP (Centres d'Éducation Populaire), URO (Unités de Réhydratation Orale), que les anges gardiens de la culture d'Occident détruisent tous les jours [...] (123).

Si les sandinistes remportèrent les élections en 1984 — organisées pour confirmer la révolution et affaiblir la politique agressive de Reagan, en gagnant en légitimité —, à aucun moment ils n'envisagèrent de perdre celles de février 1990, une défaite due pour une bonne part à la guerre civile que les élections de 1984 n'avaient pas apaisée. Les États-Unis répétaient que tant que les révolutionnaires seraient au pouvoir, la guerre et le blocus se poursuivraient, et le peuple qui n'en pouvait plus de souffrir préféra voter contre les sandinistes. Cela dit, le pays ne célébra pas la "victoire" de l'opposition dans la liesse, loin s'en faut : les rues, au lendemain des élections, restèrent vides et silencieuses comme s'il se fût agi d'un jour de deuil national (1992 : 144).

Pour autant, dans *Confesión de amor* rédigé après la défaite, Sergio Ramírez n'incrimine pas seulement les États-Unis puisqu'il reconnaît les erreurs du gouvernement sandiniste qui ne fut pas avare d'improvisations, de condescendance parfois, d'autoritarisme souvent. Mais c'est surtout dans son autobiographie de 1999, *Adiós muchachos*, comme un adieu à ses

amours révolutionnaires, que l'«avocat» de la révolution se fait mémorialiste critique. Avec une lucidité sereine, sans esprit vindicatif. Le temps est venu de la distance, de la nuance, et Sergio Ramírez signera dorénavant, d'après nous, ses pages les plus remarquables.

3) Un mémorialiste critique

Quand on lui demande s'il pense avoir sacrifié son esprit critique alors qu'il était au gouvernement, Sergio Ramírez répond : « pas que de rares fois, mais je n'ai jamais cessé de m'interroger, et bien souvent l'humour m'a sauvé » (2004 : 167), un recul amusé, ou un sens de la dérision, qui ne l'a jamais abandonné face aux vanités de toute sorte et qu'il continue de cultiver aujourd'hui dans ses fictions ; mais il regrette en effet que le postulat idéologique les ait dominés, que le dogme ait triomphé du sens commun. Ce fut là l'une des grandes erreurs de la révolution face à laquelle il ne manqua pas d'osciller entre le cœur et la raison :

Il y a eu en moi une espèce de schizophrénie. Une partie de moi-même reconnaissait que la révolution était en train de dévier [...]. Mais d'un autre côté, sur la base de cette fidélité absolue qui régnait alors, je pensais que le Front Sandiniste représentait l'unique possibilité de démocratiser le pays et d'impulser le changement, et je croyais que les circonstances nous obligeaient à réunir nos forces, pas à nous diviser. Nous diviser, c'était la défaite. [...] Je me contentais de croire que la révolution finirait pas se modérer. C'est peut-être pour cela que je n'ai jamais osé critiquer publiquement les abus et les maladresses (150).

Il n'est pas aisé, pour l'homme de parti, de désavouer sa famille politique, à plus forte raison dans un contexte de scission nationale où toute objection, semblant faire le jeu de l'ennemi, attise les tensions et s'apparente à une trahison. Sergio Ramírez ne pouvait desservir la cause révolutionnaire, et avec elle ses coreligionnaires et son peuple. Il sut donc se taire, tout au moins jusqu'à ce que soient franchies certaines limites, d'ordre plus affectif : la famille de sa femme, des personnes fortunées de León, fut ennuyée, et certains de ses membres expropriés...(151).

Ses mémoires sur la révolution, *Adiós muchachos*, furent rédigés deux ans après qu'il eut été expulsé de la Direction Nationale et après avoir souffert, ainsi que sa fille, de diverses attaques de la part de la nomenclature du FSLN. Cet ouvrage dans lequel il se désolidarise de l'ex-gouvernement sandiniste en désapprouvant certains choix politiques, s'ouvre néanmoins sur une introduction pondérée qui ne refuse pas toute bienveillance :

la révolution transforma à l'intérieur du Nicaragua les sentiments, et changea la façon de voir le monde et le pays lui-même, car elle créa une ambition d'identité ; elle bouleversa les valeurs, la conduite des individus, les relations sociales, les liens de famille, les coutumes ; elle créa une nouvelle éthique de solidarité et de générosité, une nouvelle culture quotidienne [...] (15).

Mais ce sont les termes de « frustration », « effondrement des principes éthiques », « chimères détrônées » qui ponctuent la page suivante. Dans ces mémoires qui problématisent la cohérence et l'idéologie de la révolution sandiniste, il observe que si cette dernière clamait son refus de s'aligner ainsi que son aspiration à une économie mixte et au pluralisme politique, en réalité le sandinisme poursuivait la cristallisation d'un modèle socialiste qui contredisait ces présupposés, lequel s'exprima précisément par un alignement stratégique sur le camp soviétique, une économie planifiée, et l'hégémonie du parti (2000 : 15). Ainsi Sergio Ramírez dénonce-t-il l'autoritarisme du régime : « la Direction Nationale du FSLN finit par devenir un *caudillo* à neuf têtes au lieu d'une » (1999 : 63), cette structure verticale le devant, selon lui, à l'inspiration marxiste-léniniste et à la guerre, mais également au caudillisme, leur plus vieil héritage culturel (258).

De même condamne-t-il les erreurs politiques et économiques des sandinistes, le schématisme et la bureaucratisation, autant de maux dont ne surent se préserver les jeunes révolutionnaires au pouvoir. Il déplore, dans la logique du dogmatisme, l'imposition d'idéaux révolutionnaires de façon paternaliste, maladroite et sans commisération, aux paysans et aux communautés indiennes de la côte atlantique, qui représentaient ainsi l'altérité déniée contre laquelle s'affirmait impérieusement une prétendue modernité.

Combien de fois Sergio Ramírez a-t-il affirmé que les sandinistes avaient su entendre le monde paysan, et plus amplement les nécessiteux, depuis la lutte mais pas depuis le pouvoir (211), ou que le discours révolutionnaire était étranger à la perception de la réalité des paysans. Il pense que la révolution échoua à partir du moment où elle ne fut pas capable de respecter sa promesse de délivrer des titres de propriété aux paysans sans terre, que ce fut là sa plus lourde erreur (2004 : 153). Il reste persuadé que si le gouvernement avait respecté leurs attentes, au demeurant bien légitimes, la situation eût été totalement différente : cela aurait créé d'après lui une base sociale et économique et aurait ainsi permis d'éviter que les paysans rallient la *Contra*. Et Sergio Ramírez d'affirmer sans ambages que la guerre fut fondamentalement une guerre paysanne (160). On peut en tout cas convenir avec lui de ce qu'en violant la plus sacrée de ses promesses, la révolution produisit le premier de ses grands désenchantements qui devait se payer dans le sang (1999 : 209).

Le même dirigisme caractérisa l'attitude du pouvoir en place envers les miskitos, sumos et ramos de la côte Caraïbe, des communautés indigènes isolées du reste du pays : les sandinistes voulurent les intégrer promptement aux valeurs de la révolution et les déplacèrent arbitrairement, mais ils méconnaissaient leur culture et c'était la mépriser que d'agir ainsi. En admettant l'inconséquence avec laquelle ils tentèrent de transformer le monde indigène, Sergio Ramírez dévoile un paradoxe structurel et fondamental de tout processus révolutionnaire : les nouveaux dirigeants pensaient savoir mieux que le peuple ce qui était bon pour le peuple. Son autobiographie donne ainsi à voir les contradictions profondes du projet sandiniste, en particulier entre les leaders intellectuels et les bases sociales de la révolution (212).

C'est avec la même approche sans complaisance de l'action de ce gouvernement dont il faisait partie intégrante, que Sergio Ramírez commente les problèmes économiques qui survinrent alors, pour une part imputables à l'impéritie et à l'utopisme de certains, dont lui-même qui portait un projet de chemin de fer entre les côtes Pacifique et Caraïbe (219). Cela étant, ce qui d'après lui brisa l'épine dorsale de l'économie fut en définitive la consigne « tout pour la guerre » : il fallait ravitailler, mobiliser, nourrir, cette nouvelle armée populaire de quelque 120 000 hommes, sans compter l'appareil d'arrière-garde ni omettre la réaction des États-Unis qui décrétèrent le blocus commercial (217). Les devises manquaient, et à la fin des années 1980 le Nicaragua affichait le taux d'inflation le plus élevé au monde (218).

« En fin de compte, ce fut le poids de la guerre qui marqua la défaite de 1990 » (253), songe l'ancien vice-président dans son autobiographie ; mais c'est sous sa plume encore qu'on peut lire, cinq ans plus tard : « Il est probable que, même sans la guerre, le sandinisme eût échoué de toute façon dans son projet économique de générer de la richesse, parce que le modèle que nous nous sommes proposé était erroné » (2004 : 158). Incapables depuis le début de comprendre comment créer une économie mixte réelle, les sandinistes exercèrent un contrôle absolu sur les instruments stratégiques du système. La plupart des entrepreneurs du secteur privé préférèrent fuir, et peu d'entreprises de l'État surent être rentables et compétitives (159).

Nonobstant les erreurs d'un gouvernement désireux de bien faire mais inexpérimenté, impatient, et guère favorisé par le contexte géo-politique, Sergio Ramírez put estimer un temps que Daniel Ortega avait été le meilleur président que le Nicaragua eut connu jusqu'alors (1992 : 85) ; il évoque d'ailleurs leur relation étroite et faite de confiance (2004 :

162). Mais le divorce fut officiellement consommé lorsqu'en 1995, après avoir présidé depuis 1990 le banc sandiniste à l'Assemblée Nationale sous le gouvernement de Violeta Chamorro, il fonda le Mouvement de Rénovation Sandiniste (MRS) : cette tendance rénovatrice à l'intérieur du FSLN menée par Sergio Ramírez, faisait suite à sa destitution de la Direction Nationale ; il fut bientôt traité par le parti comme l'un de ses pires ennemis, couvert d'opprobres par ses anciens compagnons, publiquement offensé, à la radio par exemple, ainsi que sa fille. Aussi l'heure lui sembla-t-elle venue de dire adieu : il convoqua la presse et annonça son renoncement aux rangs du FSLN (1999 : 262).

Sergio Ramírez s'en est expliqué à plusieurs reprises : les raisons de sa rupture avec le Front Sandiniste étaient essentiellement éthiques. Les présupposés fondateurs de la révolution avaient été trahis selon lui, et la lutte populaire était devenue un concept rhétorique derrière lequel se dissimulaient déjà les affaires et les vices de la politique traditionnelle (2000 : 28). Or, une révolution est morale ou n'est pas (31). Á ce propos, comment passer ici sous silence ce qui acheva d'éclabousser cette révolution oublieuse de ses promesses au point de rimer avec corruption : l'amèrement célèbre *piñata* consistant en l'appropriation abusive de biens publics et privés par certains hauts dirigeants sandinistes, qui eut cours durant les mois de transition de mars et avril 1990 (1999 : 53-54).

Aux élections de 1996, le Mouvement de Rénovation Sandiniste de Sergio Ramírez connut un échec cuisant avec moins d'un pour cent de votes, assorti d'un demi-million de dollars de dettes (2004 : 29). C'est à partir de ce fiasco que cet intellectuel acteur de la révolution, décida d'abandonner définitivement la politique pour ne plus s'adonner qu'à l'écriture, retournant ainsi à ses premières amours qu'il n'avait jamais vraiment douté de retrouver un jour. Ce qui n'empêche nullement une action sous d'autres formes, fussent-elles romanesques, et moins encore d'accuser publiquement, *via* la presse, et avec davantage de liberté qu'auparavant, ce qu'il estime être des entorses à la démocratie.

Ainsi fit-il paraître un article dans *El Nuevo Diario* du 10 octobre 2001 — peu avant les élections au Nicaragua — co-signé par ses compagnons de lutte Gioconda Belli et Ernesto Cardenal, et intitulé « Nous ne voterons pas ». Tous trois déclaraient qu'ils ne pouvaient voter pour les responsables d'alliances opportunes qui vont à l'encontre de la démocratie et des options civiles. Ils ne pouvaient voter ni pour Enrique Bolaños qui, en tant que vice-président d'Arnoldo Alemán, avait été co-responsable de tous les abus commis par ce gouvernement, ni pour Daniel Ortega qui, ambitionnant un retour au pouvoir, n'avait pas respecté les principes démocratiques.

Depuis 2007, Sergio Ramírez poste également ses “billets d'humeur” — dont une sélection constitue le livre *Cuando todos hablamos* (2008) — sur *El Boomeran(g)*, un blog littéraire hispanophone réunissant des écrivains de renom. Il partage passions et opinions sur la littérature ou l'actualité dans cet espace libre de débats, ne manquant pas de dénoncer les entraves à la liberté qui se multiplient au Nicaragua. Ainsi, pour la seule année 2008, déplorait-il, dans « Musique confisquée », que le chanteur nicaraguayen populaire Carlos Mejía Godoy, en son temps sandiniste mais refusant à présent que le gouvernement d'Ortega instrumentalise ses chansons engagées, se heurte au refus du couple Ortega (Daniel Ortega et sa femme Rosario Murillo, poétesse) ; « Une révolution trahie de l'intérieur » traitait des ennuis du grand poète Ernesto Cardenal menacé de prison, ce qui déclencha d'ailleurs un tollé international ; de même Sergio Ramírez condamna-t-il la répression contre Carlos Fernando Chamorro qui anime une émission télévisée d'analyse politique et dont on saisit abusivement archives et ordinateurs dans sa Fondation ; sans omettre l'épisode ahurissant des élections frauduleuses de novembre 2008 à Managua où les votes anti-Ortega “disparurent” avant d'être retrouvés dans des poubelles publiques ; tout aussi inouïe, la censure en décembre 2008 du prologue de Sergio Ramírez à l'anthologie du poète nicaraguayen Carlos Martínez Rivas, ce qui entraîna une nouvelle réaction internationale.

Encore et enfin, en juin 2009 cette fois, l'impossibilité pour le romancier de présenter à l'Université de León son dernier roman à ce jour, *El cielo llora por mí*, parce qu'il était attendu et menacé par des étudiants sandinistes virulents, aux banderoles anachroniques — et presque risibles, n'était la régression du pays vers une forme d'obscurantisme : « lâche », « traître », « pantin », « vendu »... Mais Sergio Ramírez le sait bien, et n'a de cesse de le répéter : aucun gouvernement ne peut s'arroger le droit d'interdire la parole de l'écrivain. Ni n'en a le pouvoir.

4) Pouvoir et corruption, ou les “démons” d'un romancier lucide

Si l'intellectuel admet aujourd'hui que la littérature ne permet pas, comme on le prétendait naguère, de transformer la société, l'écrivain n'en reste pas moins un interlocuteur précieux dont les fictions questionnent le monde. Sergio Ramírez, à l'image de nombreux romanciers hispano-américains, ressent le besoin de revisiter l'Histoire convulsive de son pays. La toile de fond historique qui constitue bien souvent l'espace fictionnel de ses romans, ne rend certes pas ses narrations plus “vraies”, mais le fait qu'il s'agisse de fictions ne rend pas les histoires qu'elle raconte moins réalistes. Au-delà de la dichotomie réductrice Histoire-histoire, celles-ci présentent certaines analogies. Aussi bien, Paul Veyne considère-t-il qu'aucune différence de nature ne distingue le choix subjectif du romancier et celui de l'historien, au point qu'il qualifie de « roman vrai » la “mise en intrigue” à laquelle se prête ce dernier. Si le positivisme a longtemps postulé une Histoire “scientifique” à même de restituer la vérité, nombreux sont ceux qui, aujourd'hui, soulignent en revanche l'ancrage du récit historique dans la relativité.

Le roman peut être porteur d'autant de vérités que l'Histoire peut receler de mensonges : certains écrivains latino-américains n'ont pas manqué de renverser des schémas pré-établis, reprochant à l'historiographie, longtemps confisquée et officielle, ses supercheries et sophismes, et rappelant combien la littérature peut remédier à ces “oublis”, Mario Vargas Llosa allant jusqu'à penser qu'en elle-même la littérature raconte l'histoire que l'Histoire écrite par les historiens ne sait ni ne peut raconter. Non qu'elle restitue nécessairement la vérité historique en soi, puisque d'après le même écrivain péruvien, le roman a le droit de changer l'Histoire, de donner une vision différente de celle d'un sociologue, d'un ethnologue ou d'un historien, mais l'Histoire qu'il embrasse ou intègre dans son système narratif élaboré peut être porteuse de métaphores ou de paradigmes éclairants.

D'après Werner Mackenbach, les fictions de Sergio Ramírez se caractérisent elles aussi par des relations complexes entre la réalité extra-littéraire et les représentations narratives, c'est-à-dire entre Histoire et roman. Mais dans cette réélaboration de l'historiographie, ses fictions trahissent précisément l'impossibilité définitive de la construction d'une vérité historique : polyphonie, anachronismes, parodie, exagération, carnavalisation, tout cela questionne la possibilité d'une restitution de l'Histoire. Werner Mackenbach rappelle que le nouveau roman historique rompt avec les conceptions réalistes de référentialité par rapport à la réalité extra-littéraire. Ces narrations mettent l'auto-référentialité du roman au service d'une problématisation littéraire de la construction du sens historique.

Au Nicaragua, on remarque l'absence, jusqu'aux années 1980, d'une véritable science historique. L'écrivain, sans prétendre se substituer tout à fait à l'historiographe, entend résorber ces lacunes. C'est l'une des causes du *boom* du roman historique en Amérique centrale, un essor également dû à la crise politique et idéologique de la région qui vit périr les grandes utopies, notamment au Nicaragua qui connut l'échec du processus révolutionnaire. Le nouveau roman historique répond à cette crise par la remise en cause des constructions d'identités nationales et collectives qui ont dominé dans les années 1980 : il tend à montrer que les identités ne sont possibles que de façon partielle, fragmentée, individualisée, qu'elles

ne sauraient être que multiples. On le voit, le roman historique, comme l'historiographie officielle d'ailleurs, a perdu ses prétentions totalisantes. Les récits à plusieurs voix, l'intertextualité, la métafiction, retranscrivent une Histoire qui ne peut s'écrire qu'au pluriel : le romancier comme narrateur d'h/Histoires, conclue Werner Mackenbach.

Dans ses romans où l'Histoire est une source d'inspiration inépuisable, Sergio Ramírez évoque bien souvent l'un des Somoza car cette sinistre lignée fait partie de son histoire personnelle : né en 1942 sous le vieux Somoza García, fondateur de la dynastie, le jeune Sergio entra à l'Université de León en 1959 sous la dictature du fils Luis Somoza Debayle, puis participa au renversement d'Anastasio Somoza Debayle. Chacune de ses narrations approchera à sa manière le pouvoir, un thème de prédilection, sinon un des "démons" de l'auteur, ce dont il ne fait d'ailleurs aucun secret.

Nous ne nous attarderons pas sur les divers recueils de contes, de grande qualité, qui amorcent et émaillent jusqu'à aujourd'hui encore sa carrière littéraire, ni sur les tout premiers romans produits dans les années 1970 qui contiennent en germe les thématiques privilégiées de l'auteur, notamment le deuxième où déjà apparaissent, en toile de fond, Sandino et Somoza dans une narration morcelée, à la temporalité brisée faite d'incessants allers-retours qui disent la difficulté d'une reconstitution de l'Histoire. De même n'évoquerons-nous que rapidement le roman de 1988, *Castigo Divino* qui clôt dix longues années de silence romanesque tant Sergio Ramírez est absorbé par ses fonctions politiques au sein du gouvernement révolutionnaire, et dans lequel dépositions contradictoires et mystères non élucidés illustrent à nouveau l'impossibilité de restituer la vérité historique.

Par la suite, Sergio Ramírez pourra envisager "de loin" ce pouvoir qu'il connaît également de l'intérieur, et en offrir ainsi une vision plus modérée ou relativiste. C'est à partir de 1998, avec la parution de *Margarita, está linda la mar*, que ce romancier va écrire ses œuvres les plus intéressantes, quatre récits qui offrent, de manière symbolique le plus souvent, l'image d'un Nicaragua blessé inhumant ses mythes nationaux : un petit pays qui n'arrive pas à être, sali et asphyxié par un pouvoir toujours corrompu. Comme une douloureuse obsession.

Margarita, está linda la mar s'articule autour de figures structurelles de l'identité nicaraguayenne : le grand poète Rubén Darío et, plus indirectement, le jeune rebelle Rigoberto López Pérez — implicitement présenté comme l'épigone du légendaire Sandino — qui assassina le vieux Somoza en 1956. La veine satirico-burlesque qui traverse tout le roman ne saurait masquer une tragédie perceptible en filigrane : les corps mutilés du poète dont un docteur pro-yankee extirpe l'imposant cerveau, et du Juste subissant une castration *post mortem* sur ordre du dictateur agonisant, dans un Nicaragua par ailleurs traité de pays d'eunuques du fait de la lâcheté de tous, métaphorisent, par tout un jeu de symboles convergents, l'impuissance et la perte d'intégrité du petit pays amputé de ses icônes identitaires.

Face à ce Rubén Darío et ce Rigoberto défenseurs et incarnations de la nation nicaraguayenne, le pouvoir est associé au scatologique, au démonologique et à la monstruosité, qu'il s'agisse de décrire un abject et grotesque Somoza souillant le pays ou la sauvagerie des États-Unis qui appuient ce tyran affidé. À cet égard, Franklin D. Roosevelt aura légué à l'Histoire une de ces phrases d'anthologie d'un cynisme consternant : « Somoza may be a son of a bitch, but he's our son of a bitch ». Et Eisenhower, président des États-Unis lorsque Somoza fut assassiné, regretta quant à lui la perte de « a loyal friend of the United States of America victim of the bastardly attack made upon him by a communist fanatic » (1998 : 370).

Dans *Sombras nada más* (2002), écrit à la fin de la présidence d'Arnoldo Alemán, outrancièrement corrompu et rappelant les pires malversations de Somoza, Sergio Ramírez relate l'histoire, inspirée d'un fait réel, de la capture d'un ex-somociste influent par les jeunes révolutionnaires à l'aube du triomphe sandiniste. Il va être soumis à un tribunal

révolutionnaire puis populaire qui décidera de l'envoyer au mur des fusillés parce que sa défense n'aura pas su séduire la foule. Il est vrai que nous parlons d'un temps où certains prisonniers des révolutionnaires étaient mis à mort ou relâchés en fonction de l'applaudissement du peuple qui assistait à leur jugement.

Probablement "apaisé" par le recul pris dans son autobiographie, Sergio Ramírez "affronte" en quelque sorte la révolution. En effet, dans ce roman qui ne refuse aucune empathie envers un prisonnier dont la dignité ne saurait être méprisée, il se défie de tout manichéisme et admet la candeur et l'arrogance parfois de certains révolutionnaires, sans omettre cependant de présenter la pureté des idéaux qui en animaient d'autres. Dans ce récit qui met en lumière certaines contradictions du processus révolutionnaire, les sandinistes sont en train de prendre le pouvoir, ils sont jeunes, ils improvisent, avec magnanimité ou brutalité. Et la façon dont ils "jouent" au pouvoir permet de démythifier les personnages sans pour autant les diaboliser. La littérature ne saurait être vindicative ou devenir un pamphlet ; il convient au contraire d'assumer, autant que faire se peut, la neutralité, et un détachement qui permette cette « compassion » que Sergio Ramírez ressent pour ses différents personnages. Sans doute n'aurait-il pu écrire ce roman dans les années 1980 où régnait le dualisme, la polarisation, et où la modération était suspecte, mais avec le temps les visions sont plus tempérées.

Ainsi Sergio Ramírez, qui a toujours avoué sa fascination pour le pouvoir et ses mécanismes, peut-il explorer cet engrenage qui affecte aussi bien ceux qui l'exercent que ceux qui le subissent : « Le pouvoir me fascine, c'est un jeu pervers et passionnant [...]. Ses règles, ses pièges et ses zones d'ombre sont millénaires. Ils ne changent pas. Ils peuvent s'appliquer à tout système politique. Personne [...] ne peut nier le pouvoir du pouvoir » (Fernández-Santos 2003). Et ce bien qu'il s'agisse de celui d'une révolution, car c'est le même pouvoir de toujours : « le pouvoir commence à détériorer les idéaux dès le jour où on l'assume ; le pouvoir est un être vivant » (2000 : 12). Ou dans le même esprit fataliste : « Il y a un abîme qui commence à s'agrandir entre l'idéalisme révolutionnaire de la lutte et le projet politique une fois au pouvoir » (19).

Dans le prolongement des remarques émises pour les romans précédents, nous observons d'une part que Somoza est à nouveau rattaché au thème excrémental ainsi qu'à la barbarie, et d'autre part que si la construction de la narration sur la base de différents documents veut créer un effet de réel, la présentation de points de vue divergents ébranle quant à elle, une fois encore, toute prétention à la vérité de l'Histoire, celle-ci s'avérant irrémédiablement subjective.

Mil y una muertes, qui paraît en 2004, reprend ces mêmes aspects. Dans ce roman où un Sergio Ramírez auto-fictionnalisé suit les traces d'un photographe nicaraguayen du XIX^e siècle, le pouvoir est derechef relié à l'analité ou à la fécalité, et à une décadence semble-t-il inévitable, ce qui donne encore à voir un Nicaragua souillé et négligeable, dont l'Histoire post-colombienne est une fois de plus associée à la perte d'intégrité, et plus radicalement à l'inexistence. Les nombreuses séquences cocasses qui égaient ce récit tragicomique ne l'empêchent d'ailleurs pas de se clore sur une vision d'horreur puisque l'*excipit* de ce roman agrémenté de photos, consiste dans le cliché authentique du cadavre d'un enfant de trois ans, gisant dans la boue du volcan Casita après le passage de l'ouragan Mitch en 1998, et approché par un porc. Dans le roman, cette sinistre image illustre un rêve cataclysmique et prophétique du photographe.

Nous avons pu montrer, dans un autre travail, comment il nous paraissait loisible, en fouillant le texte sous-jacent et en nous appuyant sur d'autres écrits de Sergio Ramírez, d'envisager cette photo comme une représentation des démons de l'auteur : ce rêve de mort ne recèle-t-il pas la mort d'un rêve, en l'occurrence le rêve sandiniste ? Ne peut-on penser que cet enfant défunt assimile le Nicaragua à la mort d'une innocence que représenta la révolution

si l'on en croit le titre d'un chapitre de l'autobiographie : « L'âge de l'innocence » (1999 : 57) ? L'auteur considère en effet que la perte de l'éthique, qui a malheureusement caractérisé la révolution, équivaut à une mort *précoce* : cet enfant mort dans une atmosphère de corruption (la boue, le porc) ne métaphorise-t-il pas une révolution salie — et plus amplement le Nicaragua tout au long de son destin du mépris —, morte de s'être laissée corrompre, de s'être laissée dévoyer ?

El cielo llora por mí (2008), comme un écho de *Sombras nada más*, revient plus explicitement sur la révolution sandiniste, non plus pour la désacraliser mais afin de rappeler au contraire ses plus nobles valeurs : un policier, Morales le bien nommé, autrefois membre de la Police Sandiniste, va se trouver confronté à la “mafia” nicaraguayenne de la drogue aux temps immodérément corrompus d'Arnoldo Alemán. Cet anti-héros à la jambe mutilée durant la guerre contre Somoza, incarne le combat pour la justice, la solidarité, la morale qu'annonce son patronyme, comme si Sergio Ramírez, qui reste sandiniste de cœur naturellement, se réconciliait, sans jamais sacrifier son esprit critique, avec le legs révolutionnaire le plus honorable : face à toute cette corruption ambiante qui corrode également les appareils d'État, transparait la nostalgie d'une éthique que portait la révolution avant de se commettre, cette éthique devenue un terme récurrent dans les différents textes de Sergio Ramírez, et dont il use à sa manière au moyen de l'écriture, celle-ci comme celle-là assumant la fonction de contre-pouvoirs.

S'il se considérait auparavant comme un écrivain engagé mais sait qu'il n'est plus de bon ton aujourd'hui d'utiliser ce qualificatif, il n'en demeure pas moins soucieux d'un engagement avec l'existence, la réalité, la littérature, et dans les actes de la vie quotidienne, en dépit du désenchantement qui caractérise la littérature actuelle et la génération des années 1990 indifférente à la politique et retournant à l'individualisme et au néo-libéralisme, à l'encontre des valeurs des années 1960 telles que la fraternité et l'entraide dont il est opportun de rappeler la nécessité.

« Je suis entré en politique parce que j'ai cru à son pouvoir transformateur » (2000 : 6) explique Sergio Ramírez qui prétend ne rien regretter de cette époque (14). Il a toujours estimé, malgré la défaite et son lot de désillusions, que “ça valait la peine”. C'était le temps de l'espérance (140), et il avait aussi du bon. Ainsi ne fut-il pas vain de mettre entre parenthèses sa carrière de romancier ; d'autres firent des sacrifices autrement plus douloureux. Il lui reste de la politique le goût pour le métier d'homme public, celui qui souhaite fréquemment donner son avis en restant toujours ouvert au débat, car il retire également de cette expérience le sens de la tolérance, la défiance face aux crédos inviolables, et l'utopie à jamais, non plus un improbable et dangereux meilleur des mondes mais un monde meilleur où l'équité et la compassion soient possibles, où les pauvres ne voient pas leur dignité compromise.

Il poursuit son action, ou sa participation à ce monde, en imaginant, ce qui est une autre façon de rechercher l'utopie. Finalement, il pense n'avoir rien fait d'autre jusqu'à présent que d'imaginer : imaginer un monde meilleur dans sa vie et imaginer des mondes dans ses livres. Ses romans ne peuvent faire abstraction de la vision du Nicaragua, si amère et désolée soit-elle (29). Car comment changer le regard, et par lui le monde, sans tenter de frapper les consciences en donnant à voir la réalité des choses ?

Pour Sergio Ramírez, l'espoir réside dans les jeunes, mais il s'inquiète de ce qu'Ortega s'ingénie à rester au pouvoir : il dénonce sur son blog son “coup d'État silencieux” de novembre 2009 visant à réformer une Constitution qui lui interdit de se représenter à la présidentielle. Quoique nul ne soit prophète en son pays, ce scénario préoccupe celui qui fut son vice-président : « c'est un malheur pour le Nicaragua parce que nous allons supporter une fois de plus une lutte à mort contre quelqu'un qui s'accroche au pouvoir. Quand aura lieu cet affrontement, je ne le sais pas, mais il se produira » (Rodríguez Moya).

Sans jamais se départir d'une saine indépendance d'esprit, Sergio Ramírez demeure donc sur la ligne de tir, "révolutionnaire" en son âme et conscience, continuant finalement de penser et d'agir en sandiniste, si hétérodoxe soit-il, avec le regard et le geste pacifiés de celui qui a vu, n'a pas vaincu, mais a suffisamment appris, par-delà bien et mal, des hommes et de lui-même. Altruiste et perspicace, il s'avère à sa manière un humaniste de son temps, défenseur vigilant d'un pays à bien des égards victime, et comme tel acteur résolu qui ne se laissera museler par aucun abuseur du pouvoir. Dont acte.

Bibliographie :

BESSE Nathalie, « Les corps malmenés de Sergio Ramírez. Images d'un Nicaragua meurtri », in *Les représentations du corps dans la littérature latino-américaine*, revue *reCHERches* n° 4, 2010, Service des Publications de l'Université de Strasbourg.

-----, « Poder de la corrupción y contrapoder de la ética en *El cielo llora por mí* de Sergio Ramírez ». Site officiel de Sergio Ramírez, section « Crítica ».

-----, « Sergio Ramírez, la literatura como participación ». *Otrolunes*, Revista hispanoamericana de cultura, n°9, agosto 2009.

BROWITT Jeff, « Amor perdido: Sergio Ramírez, la ciudad letrada y las fallas en el sandinismo gramsciano », in *Istmo*, Revista virtual de estudios literarios y culturales centroamericanos, n°8 enero-junio 2004.

FERNÁNDEZ-SANTOS Elsa, « Sergio Ramírez narra "la épica oculta" de la revolución sandinista. El escritor publica *Sombras nada más...* », in *El País (Cultura)*, Madrid, 12 de marzo de 2003.

MACKENBACH Werner, « Mentiras verdaderas contra verdades mentirosas. Historia y ficción en la obra novelística de Sergio Ramírez », in *Otrolunes*, Revista hispanoamericana de cultura, n°9 agosto 2009.

RAMÍREZ Sergio, 1975, *El pensamiento vivo de Sandino*, EDUCA, San José, Costa Rica.

-----, 1985a, *Balcanes y Volcanes*, Editorial Nueva Nicaragua, Managua.

-----, 1985b, *El alba de oro*, Siglo XXI Editores, México.

-----, 1985c, *Seguimos de frente*, Ediciones Centauro, Caracas.

-----, 1986, *Estás en Nicaragua*, Editorial Nueva Nicaragua, Managua.

-----, 1987, *Las armas del futuro*, Mondadori, Madrid.

-----, 1992, *Confesión de Amor*, Ediciones Talasa, Madrid.

-----, 1996, *Cuentos completos*, Alfaguara, México.

-----, 1998, *Margarita, está linda la mar*, Ediciones Alfaguara, Madrid.

-----, 1999, *Adiós Muchachos. Memoria de la revolución sandinista*, El País/Aguilar, Madrid, México.

-----, 2000, *Oficios Compartidos / Un sandinismo en el que creer*, CRLA-Archivos, "Conferencias en el centro", Poitiers.

-----, 2004, *Una vida por la palabra*, Entrevista de Silvia Cherem con Sergio Ramírez, Fondo de Cultura Económica, México.

RODRÍGUEZ MOYA Daniel, « Sergio Ramírez: "Los sueños de revolución en Nicaragua fueron muy caros" », in *Cuadernos Hispanoamericanos* n°703 enero 2009, pp. 117-127.